

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3898

[2003/201107]

9 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le gouvernement de la communauté française :

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse modifié par les décrets du 6 avril 1998, du 5 mai 1998 et du 29 mars 2001, notamment l'article 47;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2000, du 2 mai 2002, du 16 octobre 2002 et du 19 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse donné le 9 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 mai 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.615/4 du Conseil d'Etat donné le 11 juillet 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 septembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Le paragraphe 1^{er} de l'article 31 de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est modifié comme suit :

« Une subvention provisionnelle est allouée au service pour la période comprise entre la date de l'agrément sur la base du présent arrêté et la fin des trois années civiles suivantes; elle est examinée ensuite tous les trois ans et, adaptée eu égard aux éléments suivants :

1° la catégorie du service;

2° le type de projet pédagogique du service;

3° le nombre de situations visées par le projet pédagogique du service;

4° les normes de référence en matière d'effectif de personnel fixées pour la catégorie du service et le type de projet pédagogique du service;

5° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'utilisation de la subvention provisionnelle, telles que fixées aux annexes 3 et 4 du présent arrêté;

6° les modalités de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le secteur de l'aide à la jeunesse, telles que fixées à l'annexe 2,B du présent arrêté;

7° l'évolution de l'ancienneté moyenne du personnel correspondant au cadre agréé du service, celle-ci ne pouvant être supérieure à trois ans pour chaque triennat.

Les normes de personnel subventionné sont déterminées par les arrêtés spécifiques propres aux différents types de projets pédagogiques. »

Art. 2. § 1.^{er}A l'article 32 du même arrêté, le 1^{er} alinéa est supprimé.

§ 2. L'alinéa 2 du même article est modifié comme suit :

« Au plus tard le 30 juin qui précède la fin du terme de 3 ans visé à l'article 31, § 1^{er}, le service transmet à l'administration, par lettre recommandée, l'estimation du montant des subventions nécessaires pour la période de 3 ans suivante. L'administration procède au calcul de la subvention provisionnelle pour la période de 3 ans suivante. Le personnel pris en considération pour le calcul de la subvention est le personnel titulaire de l'emploi subsidiaire inscrit au registre du personnel le 31 décembre de l'avant dernière année du triennat précédent celui pour lequel l'adaptation est demandée. La subvention provisionnelle est établie sur la base de l'ancienneté du personnel qui sera acquise le 1^{er} juillet de la seconde année du triennat suivant. »

§ 3. Le troisième alinéa du même article est modifié comme suit :

« Le Ministre procède à l'adaptation de la subvention pour la période de 3 ans. »

Art. 3. L'article 34 du même arrêté est complété par un paragraphe 5 nouveau, rédigé comme suit :

« Une norme minimale ainsi qu'une norme maximale d'encadrement sont établies et doivent être respectées pendant toute la durée du triennat. La norme minimale ou maximale d'encadrement autorisée est établie sur la base des modalités suivantes :

1° le nombre total des heures rémunérées prestées ou assimilées durant le triennat par l'ensemble du personnel du service, tel que défini par son arrêté individuel d'agrément, est établi à la fin du triennat;

2° le nombre total d'heures visé au point 1° est comparé au nombre total d'heures légales prévues pour le service pour une période de trois ans, soit 1.986 heures multipliées par 3, multipliées par le nombre d'équivalents temps plein du service concerné tel que défini par son arrêté individuel d'agrément;

3° le nombre total des heures visé au point 1° ne peut être inférieur de plus de 2.400 heures par rapport au nombre total d'heures visé au point 2°;

4° le nombre total des heures visé au point 1° ne peut être supérieur au nombre total d'heures visé au point 2°, déduction faite des heures rémunérées non prestées mais assimilées pour raison de maladie et accident du travail;

5° les heures prestées au delà du nombre total d'heures visé au point 2° constitueront des indus récupérables au terme du triennat; elles seront valorisées sur la base de la rémunération moyenne provisionnelle du service telle que définie à l'article 31, § 2, 1^{er} alinéa;

6° les heures non prestées au delà des 2.400 heures autorisées visées au point 3° constitueront des indus récupérables au terme du triennat; elles seront valorisées sur la base de la rémunération moyenne provisionnelle du service telle que définie à l'article 31, § 2, 1^{er} alinéa. »

Art. 4. L'annexe 2,A de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse est modifié comme suit :

A. « Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire pouvant justifier l'utilisation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel.

1. a) L'ancienneté équivaut aux prestations effectives antérieures, ainsi qu'à celles assimilables à des prestations effectives en vertu de la législation sociale; ces prestations sont prises en considération à partir de l'âge de prise de rang indiqué après la fonction à l'annexe 4 du présent arrêté;

b) Il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois complet de prestations, quel que soit le régime horaire presté;

c) Les périodes de crédits-temps sont, à concurrence de maximum un an équivalent temps plein, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable;

d) Les périodes de congé sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable.

2. Les mois civils non couverts complètement par un ou plusieurs contrats de travail ne sont pas pris en considération.

3. Sont considérées comme des prestations à temps plein :

a) les prestations effectuées à un régime horaire de 38 heures/semaine dans les services subventionnés sur base du présent arrêté; sans préjudice de l'application de conventions collectives d'entreprise pour résoudre des cas particuliers et pour autant qu'il y ait accord du Ministre;

b) les prestations effectuées dans l'enseignement, à un régime horaire considéré comme à temps plein suivant les dispositions appliquées dans ce secteur;

c) les prestations à un régime horaire considéré comme à temps plein par les conventions collectives de travail applicables dans les secteurs où ces prestations sont effectuées.

4. Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, et à partir de l'âge de 24 ans ou 21 ans selon la fonction de direction occupée; néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

a) aux titulaires d'une des licences universitaires mentionnées au 2° de l'annexe 3, B du présent arrêté;

b) lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente, sans préjudice de son indexation, jusqu'à ce que la rémunération normalement applicable pour la fonction de direction dépasse la rémunération liée à la fonction précédente.

5. Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration. »

Dispositions transitoires

Art. 5. Jusqu'au 31 décembre 2006, le Ministre procède, pendant la période de 3 ans, à l'adaptation de la subvention provisionnelle des services qui entameront une nouvelle période triennale le 1^{er} janvier 2007 ou le 1^{er} janvier 2008.

Art. 6. L'alinéa 3 de l'article 32 tel que modifié par l'article 2 du présent arrêté prend effet à partir du 1^{er} janvier 2005.

Art. 7. Le paragraphe 5 de l'article 34 tel que modifié par l'article 3 du présent arrêté prend effet à partir du 1^{er} janvier 2005 pour les services entamant un nouveau triennat le 1^{er} janvier 2005, à partir du 1^{er} janvier 2006 pour les services entamant un nouveau triennat le 1^{er} janvier 2006 et à partir du 1^{er} janvier 2007 pour tous les autres services.

Bruxelles, le 9 septembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'aide à la jeunesse,
Mme N. MARECHAL.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3898

[2003/201107]

9 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de decreten van 6 april 1998, 5 mei 1998 en 29 maart 2001, inzonderheid op artikel 47;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2000, 2 mei 2002, 16 oktober 2002 en 19 december 2002;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 9 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2003 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.615/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2003 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 3 september 2003,

Besluit :

Artikel 1. Paragraaf 1 van artikel 31 van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt als volgt gewijzigd :

« Er wordt een provisionele toelage aan de dienst toegekend voor de periode begrepen tussen de datum van erkenning op basis van dit besluit en het einde van de volgende drie burgerlijke jaren; zij wordt daarna om de drie jaar onderzocht, en kan desgevallend aangepast worden, gelet op de volgende elementen :

1° de categorie van de dienst;

2° het type van opvoedingsproject van de dienst;

3° het aantal situaties betrokken bij het opvoedingsproject van de dienst;

4° de verwijzingsnormen inzake personeelsbestand die bepaald zijn voor de categorie van de dienst en het type van pedagogisch project van de dienst;

5° de voorwaarden voor kwalificatie en de weddeschalen voor de bezoldiging van het personeel die het aanwenden van de provisionele toelage verantwoordt, zoals bepaald in de bijlagen 3 en 4 van dit besluit;

6° de modaliteiten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit verworven in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, zoals bepaald in bijlage 2, B van dit besluit;

7° de evolutie van de gemiddelde anciënniteit van het personeel komende overeen met het erkende kader van de dienst; deze mag niet meer dan drie jaar bedragen voor elke driejarige ambtsperiode.

De normen voor het gesubsidieerd personeel worden bepaald door de specifieke besluiten die eigen zijn aan de verschillende types van opvoedingsprojecten. »

Art. 2. § 1. In artikel 32 van hetzelfde besluit wordt lid 1 verwijderd.

§ 2. Lid 2 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« Ten laatste op 30 juni die aan het einde van de in artikel 31, § 1 bedoelde 3 jaren voorafgaat, maakt de dienst per aangetekende brief de raming van het bedrag van de nodige provisionele toelage voor de volgende periode van 3 jaar over aan de administratie. De administratie berekent de provisionele toelage voor de volgende periode van 3 jaar. Het personeel in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage is het personeel dat houder is van de gesubsidieerde betrekking ingeschreven op het personeelsregister op 31 december van het voorlaatste jaar van de driejarige ambtsperiode die deze voorafgaat waarvoor de aanpassing wordt aangevraagd. De provisionele toelage wordt vastgelegd op basis van de anciënniteit van het personeel die op 1 juli van het tweede jaar van de volgende driejarige ambtsperiode zal zijn bereikt. »

§ 3. Het derde lid van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« De Minister past de toelage aan voor de periode van 3 jaar. »

Art. 3. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuwe paragraaf 5, luidend als volgt :

« Een minimale norm alsmede een maximale norm voor omkadering worden opgesteld en moeten gedurende de hele driejarige ambtsperiode nageleefd worden. De minimale of maximale toegelaten norm voor omkadering wordt vastgelegd op basis van de volgende bepalingen :

1° het totaal aantal betaalde uren die tijdens de driejarige ambtsperiode worden gepresteerd of ermee gelijkgesteld zijn door het geheel van het personeel van de dienst, zoals bepaald bij zijn individueel erkenningsbesluit, wordt vastgesteld op het einde van de driejarige ambtsperiode;

2° het totaal aantal uren bepaald in punt 1° wordt vergeleken met het totaal aantal wettelijke uren bepaald voor de dienst voor een duur van drie jaar, hetzij 1.986 uren vermenigvuldigd met 3, vermenigvuldigd met het aantal voltijdse equivalenten van de betrokken dienst zoals bepaald bij zijn individueel besluit tot erkenning;

3° het totaal aantal uren bedoeld in punt 1° kan niet minder uren bedragen dan het totaal aantal uren bedoeld in punt 2° min 2.400 uren;

4° het totaal aantal uren bedoeld in punt 1° kan niet hoger zijn dan het totaal aantal uren bedoeld in punt 2°, na aftrekking van de bezoldigde uren die niet gepresteerd zijn maar gelijkgesteld wegens ziekte of arbeidsongeval;

5° de uren gepresteerd boven het totaal aantal uren bedoeld in punt 2° zullen invorderbare niet-verschuldigde bedragen worden op het einde van de driejarige ambtsperiode; ze zullen herwaardeerd worden op basis van de gemiddelde provisionele bezoldiging van de dienst zoals bepaald in artikel 31, § 2, lid 1;

6° de niet-gepresteerde uren die de 2.400 toegelaten uren bedoeld in punt 3° overschrijden, zullen invorderbare niet-verschuldigde bedragen worden op het einde van de driejarige ambtsperiode; ze zullen herwaardeerd worden op basis van de gemiddelde provisionele bezoldiging van de dienst zoals bepaald in artikel 31, § 2, lid 1. »

Art. 4. Bijlage 2, A van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt als volgt gewijzigd :

Normen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit die de aanwending van de provisionele toelage voor personeelskosten kunnen verantwoorden. 1. a) De anciënniteit stemt overeen met de vorige werkelijke prestaties, alsook met deze die krachtens de sociale wetgeving kunnen gelijkgesteld worden met effectieve prestaties; deze prestaties worden in aanmerking genomen vanaf de leeftijd van de ranginneming die na de betrekking in bijlage 4 van dit besluit vermeld staat;

b) Er wordt een maand geldelijke anciënniteit gerekend per volledige maand prestaties, onafhankelijk van het gepresteerde uurrooster;

c) De periodes van tijdskrediet worden, ten belope van maximaal een voltijds equivalent, gelijkgesteld met een effectieve arbeidsperiode voor de berekening van de betoelaagbare geldelijke anciënniteit;

d) De periodes van verlof zonder wedde zijn, ten belope van maximaal vijftien dagen per jaar, gelijkgesteld met een effectieve arbeidsperiode voor de berekening van de betoelaagbare geldelijke anciënniteit.

2° De kalendermaanden die niet volledig gedekt zijn door een of meer arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking.

3° Worden als prestaties met volledige dagtaak beschouwd :

de prestaties geleverd in een uurstelsel van ten minste 38 uur/week in de gesubsidieerde diensten op basis van dit besluit; onverminderd de toepassing van collectieve overeenkomsten in onderneming om een oplossing te vinden voor bijzondere gevallen en voor zover de Minister zich daarmee akkoord heeft verklaard;

de prestaties geleverd in het onderwijs, in een uurstelsel dat als volledige dagtaak wordt beschouwd volgens de bepalingen toegepast in deze sector;

de prestaties in een uurstelsel dat als volledige dagtaak door de collectieve arbeidsovereenkomsten wordt beschouwd die van toepassing zijn in de sectoren waar deze prestaties worden geleverd.

4. Voor het directiepersoneel komen de vorige prestaties in andere ambten dan leidingfuncties slechts in aanmerking ten belope van 75 % en vanaf 24 of 21 jaar naargelang van de beklede leidingfunctie; deze vermindering is evenwel niet van toepassing :

op de titularissen van de universitaire licentiaten vermeld in 2° van bijlage 3, B van dit besluit;

wanneer zij een vermindering van de bezoldiging tot gevolg heeft ingeval van bevordering tot de leidingfunctie; in dat geval is er behoud van de bezoldiging gebonden aan de vorige functie, onverminderd haar indexering, totdat de bezoldiging, die normaal van toepassing is voor de leidingfunctie, de bezoldiging overschrijdt die gebonden is aan de vorige betrekking.

5. De volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangehaalde prestaties werkelijk werden geleverd :

a) het attest van de werkgever waarin het beklede ambt, de juiste periode van de prestaties en de gepresteerde weekuurooster worden vermeld;

b) het attest betreffende de stortingen bij een pensioenkast of een instelling voor maatschappelijke zekerheid;

elk ander bewijsstuk dat eventueel door het bestuur wordt vereist. »

Overgangsbepalingen

Art. 5. Tot 31 december 2006 zorgt de Minister tijdens de periode van 3 jaar voor de aanpassing van de provisionele toelage van de diensten die een nieuwe driejarige periode zullen aanvatten op 1 januari 2007 of 1 januari 2008.

Art. 6. Lid 3 van artikel 32 zoals gewijzigd bij artikel 2 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Art. 7. Paragraaf 5 van artikel 34 zoals gewijzigd bij artikel 3 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005 voor de diensten die een een nieuwe driejarige periode aanvatten op 1 januari 2005, vanaf 1 januari 2006 voor de diensten die een nieuwe driejarige periode aanvatten op 1 januari 2006 en vanaf 1 januari 2007 voor alle andere diensten.

Brussel, 9 september 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van hulpverlening aan de jeugd,

Mevr. N. MARECHAL